

PROVINCE DE QUÉBEC
MUNICIPALITÉ DE SAINTE-CÉCILE- DE- LÉVRARD

PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE EXTRAORDINAIRE DU CONSEIL DE LA MUNICIPALITÉ DE SAINTE-CÉCILE-DE-LÉVRARD, TENUE AU 228, RUE PRINCIPALE À SAINTE-CÉCILE-DE-LÉVRARD LE 11 DÉCEMBRE 2025, À 19 h 30, SOUS LA PRÉSIDENCE DE MONSIEUR SIMON BRUNELLE.

1. PRÉSENCE ET VÉRIFICATION DU QUORUM

À la session régulière de la Municipalité de Sainte-Cécile-de-Lévrard étaient présents les conseillers :

- Éric Chastenay, conseiller au siège numéro 1
- Maripier Massicotte, conseillère au siège numéro 2
- Pierre Carignan, conseiller au siège numéro 3
- Michel Deshaies, conseiller au siège numéro 4
- Sébastien Lemay, conseiller au siège numéro 6

Absent :

- Diane Chandonnet, conseillère au siège numéro 5

Invitées :

- Amélie Hardy Demers, directrice générale et greffière-trésorière

2. OUVERTURE DE LA SÉANCE

Monsieur Simon Brunelle souhaite la bienvenue à tous en déclarant la réunion ouverte à 19h31.

3. LECTURE ET ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

Rés.3687-12-25

Il est **PROPOSÉ** par madame Maripier Massicotte et **RÉSOLU** unanimement par les conseillers présents d'adopter l'ordre du jour tel que déposé.

1. Présence et vérification du quorum
2. Ouverture de la séance
3. Lecture et adoption de l'ordre du jour
4. Adoption des prévisions budgétaires pour l'année 2026
5. Adoption du plan triennal des immobilisations 2026-2027-2028
6. Adoption du Règlement #2025-12-26 ayant pour objet de fixer le taux des taxes, les tarifications et compensations pour services municipaux, le taux d'intérêt sur les arrérages et les modalités de paiement pour l'exercice financier 2026
7. Période de questions
8. Levée de l'assemblée

ADOPTÉE

4. ADOPTION DES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES POUR L'ANNÉE 2026

CONSIDÉRANT QUE la municipalité de Sainte-Cécile-de-Lévrard doit adopter des prévisions budgétaires pour l'année financière 2026 présentant des revenus égaux aux dépenses qui y figurent ;

CONSIDÉRANT QUE les membres du conseil ont prévu les prévisions budgétaires 2026 suivantes :

REVENUS

Taxes foncières	750 977,00 \$
Taxes, compensation et tarification	128 818,00 \$
Compensation tenant lieu de taxes	11 034,00 \$
Transfert	131 959,00 \$

Services rendus	27 069,00 \$
Impositions de droits	19 960,00 \$
Intérêts sur arrérages	2 000,00 \$
Intérêts sur placements	10 200,00 \$
Autres revenus	2 104,00 \$
Total	1 084 121,00 \$

DÉPENSES

Administration générale	421 907,00 \$
Sécurité publique	120 131,00 \$
Transport	232 901,00 \$
Hygiène du milieu	149 310,00 \$
Aménagement, urbanisme et développement	17 570,00 \$
Loisirs et culture	93 958,00 \$
Frais de financement	13 877,00 \$
Total	1 049 654,00 \$

Excédent (déficit) de fonctionnements avant conciliation à des fins fiscales **34 467,00 \$**

CONCILIATION À DES FINS FISCALES

Financement

Remboursement de la dette à long terme **(24 800,00 \$)**

Affectations

Activités d'investissement **(2 500,00 \$)**

Affectation – Réserve assainissement des eaux usées **(5 917,00 \$)**

Affectation – Fonds réservé pour les élections **(1 250,00 \$)**

Sous-total **(34 467,00 \$)**

Excédent (déficit) de fonctionnements de l'exercice à des fins fiscales **0,00 \$**

Rés.3688-12-25

EN CONSÉQUENCE, il est PROPOSÉ par monsieur Michel Deshaies et RÉSOLU unanimement par les conseillers présents d'adopter les prévisions budgétaires pour l'année 2026 tel que déposées.

5. ADOPTION DU PLAN TRIENNAL DES IMMOBILISATIONS 2026-2027-2028

ATTENDU QUE l'article 953.1du Code municipal du Québec (RLRQ, c. C-27.1) stipule qu'une municipalité locale doit, au plus tard le 31 décembre de chaque année, adopter le programme des immobilisations de la Municipalité pour les trois exercices financiers subséquents ;

ATTENDU QUE les éléments qui doivent composer le plan d'immobilisation sont définis par la loi ;

ATTENDU QUE le plan triennal d'immobilisation (PTI) regroupe un ensemble de projets et de programmes d'investissements que la Municipalité prévoit réaliser et mettre en œuvre au cours des trois années du PTI. L'adoption du PTI confirme l'intention du conseil municipal, toutefois, celui-ci n'est pas une autorisation de dépenser ni un engagement ou une garantie de réalisation ;

ATTENDU QUE certains projets figurant au PTI sont sous réserve d'approbation gouvernementale ;

Rés.3689-12-25

EN CONSÉQUENCE, il est PROPOSÉ par monsieur Pierre Carignan et résolu à l'unanimité des conseillers présents que la municipalité de Sainte-Cécile-de-Lévrard adopte le Plan d'immobilisations 2026-2027-2028 et qu'il soit statué et décreté ce qui suit :

Programme triennal en immobilisation			
Projets	2026	2027	2028
Voirie			
Remplacement de ponceaux		30 000,00 \$	30 000,00 \$
Pavage rang Sainte-Cécile et changement de six ponceaux		2 054 614,27 \$	
Repavage et remplacement de ponceaux rang St-François-Xavier	22 000,00 \$	22 000,00 \$	2 150 000,00 \$
Rechargement et nettoyage des fossés de la route Ernest-Dubois	7 000,00 \$		730 000,00 \$
Rechargement de la route Amédée-Nault		20 000,00 \$	
Rechargement de la route Poisson			10 000,00 \$
Rechargement et remplacement ponceau route-Gilles-Paquin	75 000,00 \$		10 000,00 \$
Hygiène du milieu			
Rénovation de la station de pompage	4 600,00 \$		
Plan et devis pour construction assainissement des eaux	200 000,00 \$		
Travaux égout sanitaire et assainissements des eaux			7 000 000,00 \$
Remplacement conduite d'eau potable		50 000,00 \$	
Garage municipal			
Ajout mezzanine au nouveau garage municipal		6 000,00 \$	
Salle Éric-Côté			
Enseigne numérique			27 000,00 \$
Parc Georgette-Baril			
Mur sportif interactif	84 600,00 \$		
Phase II de l'aménagement du parc Georgette-Baril (sentier de marche, mobiliers urbains, affichage, plantation d'arbres)	63 000,00 \$		
Abrio		100 000,00 \$	
Agrandissement de la salle Georgette-Baril		50 000,00 \$	
TOTAL	456 200,00 \$	2 332 614,27 \$	9 957 000,00 \$

ADOPTÉE

6. ADOPTION DU RÈGLEMENT #2025-12-26 AYANT POUR OBJET DE FIXER LE TAUX DES TAXES, LES TARIFICATIONS ET COMPENSATIONS POUR SERVICES MUNICIPAUX, LE TAUX D'INTÉRÊT SUR LES ARRÉRAGES ET LES MODALITÉS DE PAIEMENT POUR L'EXERCICE FINANCIER 2026

ATTENDU QU'il y a lieu de déterminer dans un seul règlement les taux de la taxe foncière, la tarification et les compensations pour services municipaux qui prévaudront au cours de l'exercice financier 2026 ;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 954 du Code municipal, le Conseil doit préparer et adopter le budget de l'année financière 2026 et y prévoir des recettes au moins égales aux dépenses qui y figurent ;

ATTENDU QUE le conseil de la municipalité de Sainte-Cécile-de-Lévrard a adopté le budget de l'exercice financier 2026 en date du 11 décembre 2025;

ATTENDU QUE l'article 252 de la Loi sur la fiscalité municipale permet au conseil d'une municipalité de prévoir les règles applicables en cas de défaut, par le débiteur d'effectuer un versement à son échéance ;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 263, paragraphe 4 de la Loi sur la fiscalité municipale, le ministre des Affaires municipales et de l'Habitation a adopté un règlement permettant le paiement des taxes foncières en un ou plusieurs versements ;

ATTENDU QUE le Conseil de la municipalité de Sainte-Cécile-de-Lévrard a émis des prévisions de dépenses qu'il juge essentielles au maintien des services municipaux ;

ATTENDU QUE l'avis de motion et le dépôt du présent règlement ont été dûment donnés lors de la séance ordinaire du conseil tenue le 8 décembre 2025 par madame Maripier Massicotte ;

Rés.3690-12-25

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par monsieur Sébastien Lemay et résolu à l'unanimité des conseillers présents que le conseil décrète ce qui suit :

SECTION I
DÉFINITIONS

- 1.** Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

« Aqueduc » : L'ensemble des conduites d'eau, appareils, dispositifs et autres ouvrages de même nature appartenant à la Municipalité et servant à fournir de l'eau potable ;

« Compteur d'eau » : Un appareil fourni par la municipalité qui sert à computer et à enregistrer la consommation d'eau annuelle de chaque établissement ou logement provenant de l'aqueduc ;

« Égout » : L'ensemble des conduites d'égout, appareils, dispositifs et autres ouvrages de même nature appartenant à la Municipalité et servant à fournir le service d'égout ;

« Établissement » : Un bâtiment, une partie de bâtiment, un local, un ensemble de pièces ou une seule pièce et qui est utilisé à des fins autres que résidentielles, dont les fins agricoles, industrielles, commerciales, institutionnelles et mixtes ;

« Municipalité » : Municipalité de Sainte-Cécile-de-Lévrard ;

« Logement » : Un bâtiment, une partie de bâtiment, un local, un ensemble de pièces ou une seule pièce et qui est utilisé principalement à des fins résidentielles ;

SECTION II
TAXES FONCIÈRES

- 2.** Afin de pourvoir aux dépenses de fonctionnement de la municipalité de Sainte-Cécile-de-Lévrard, une taxe foncière générale est imposée et prélevée pour l'exercice financier 2026 sur l'ensemble des immeubles imposables inscrits au rôle d'évaluation foncière en vigueur sur le territoire

de la municipalité de Sainte-Cécile-de-Lévrard. Le taux est fixé à quatre-vingts sous (0.7225\$) du cent dollars (100\$).

3. Afin de pourvoir au remboursement de la dette en capital et intérêts du règlement d'emprunt numéro 2009-02 portant sur la réfection de l'aqueduc, l'égout sanitaire et de l'égout pluvial, une taxe spéciale est imposée et prélevée pour l'exercice financier 2026 sur l'ensemble des immeubles imposables inscrits au rôle d'évaluation foncière en vigueur sur le territoire de la municipalité de Sainte-Cécile-de-Lévrard. Le taux est fixé à trois sous et quatre-vingt-cinq centièmes (0.0384\$) du cent dollars (100\$).

SECTION III COMPENSATIONS

4. COMPENSATION POUR LE SERVICE D'AQUEDUC

4.1 MODALITÉS DE LA TARIFICATION POUR LES IMMEUBLES NON MUNIS DE COMPTEURS D'EAU

Afin de pourvoir aux dépenses relatives à la fourniture et à l'usage de l'eau potable, ainsi qu'à l'opération et à l'entretien de l'Aqueduc et les frais d'administration inhérents, il est par le présent règlement imposé et il sera exigé, pour l'année 2026, une compensation suffisante de tous les propriétaires d'immeubles imposables de la Municipalité et qui sont desservis par le réseau d'aqueduc, cette compensation étant répartie entre eux selon le mode de tarification suivant :

1. Pour chaque unité de logement.....	275,00\$
2. Pour chaque établissement non EAE avec ou sans animaux	343,75 \$
3. Pour chaque établissement EAE	550,00\$
4. Pour chaque établissement EAE sans animaux ...	550,00 \$
5. Pour chaque unité de logement saisonnier	137,50 \$
6. Pour tout terrain non construit	275,00\$

4.2 MODALITÉS DE LA TARIFICATION POUR LES IMMEUBLES MUNIS DE COMPTEURS D'EAU

Afin de pourvoir aux dépenses relatives à la fourniture et à l'usage de l'eau potable, ainsi qu'à l'opération et à l'entretien de l'Aqueduc et les frais d'administration inhérents, il est par le présent règlement imposé et il sera exigé, pour l'année 2026, une compensation suffisante de tous les propriétaires d'immeubles imposables de la Municipalité et qui sont desservis par le réseau d'aqueduc, cette compensation étant répartie entre eux selon le mode de tarification suivant :

1. Pour chaque établissement non EAE avec ou sans animaux	343,75 \$
2. Pour chaque établissement EAE...	550,00\$
3. Pour chaque établissement EAE sans animaux ...	550,00 \$

En outre, un tarif de 0.25 \$/m³ est payable pour chaque mètre cube d'eau consommé annuellement en excédent de 8 000 m³ d'eau.

4.3 COMPTEURS D'EAU

Lorsqu'un Compteur d'eau n'enregistre pas ou enregistre incorrectement la consommation d'eau, il est imposé, pour la période à tarifer, un tarif basé sur la quantité d'eau consommée durant l'année précédente pour l'Établissement ou le Logement concerné. Lorsqu'il est impossible d'obtenir la quantité d'eau consommée durant l'année

précédente, il est imposé un tarif basé sur la quantité d'eau consommée par un établissement ou un logement comparable.

4.4 PAIEMENT DE LA TARIFICATION

Le tarif exigé en vertu de l'article 4.1 est perçu de la même manière et en même temps que la taxe foncière générale.

Dans le cas des immeubles munis d'un compteur d'eau, le tarif exigé en vertu de 4.2 est payable dans les trente (30) jours qui suivent la date de l'émission de la facture par la Municipalité.

4.5 EXCEPTIONS

Dans le cas où il y a un établissement à même un logement, seule la tarification pour l'établissement est facturée.

Si un matricole possède plus d'une entrée d'eau, une compensation par entrée d'eau pour le service d'aqueduc sera exigée selon la nature de l'exploitation.

5. COMPENSATION POUR LE SERVICE D'ÉGOUT

Afin de payer le coût du service d'égout et les frais d'administration inhérents, il est par le présent règlement imposé et il sera exigé, pour l'année 2026, une compensation suffisante de tous les propriétaires d'immeubles imposables de la Municipalité et qui sont desservis par le réseau d'égout, cette compensation étant répartie entre eux selon le mode de tarification suivant :

1. Pour chaque unité de logement.....	103,00 \$
2. Pour chaque établissement non EAE avec ou sans animaux	103,00 \$
3. Pour chaque établissement EAE...	103,00 \$
4. Pour chaque établissement EAE sans animaux ...	103,00 \$
5. Pour chaque unité de logement saisonnier	103,00 \$
6. Pour tout terrain non construit	103,00 \$
7. Résident de Saint-Pierre-les-Becquets	103,00 \$

EXCEPTIONS

Dans le cas où il y a un établissement à même un logement, seule la tarification pour l'établissement est facturée.

6. RÉSERVE FINANCIÈRE POUR L'ASSAINISSEMENT DES EAUX USÉES

Afin de créer une réserve financière pour le projet d'assainissement des eaux usées, il est par le présent règlement imposé et il sera exigé, pour l'année 2026, une compensation suffisante de tous les propriétaires d'immeubles imposables de la Municipalité et qui sont desservis par le réseau d'égout, cette compensation étant répartie entre eux selon le mode de tarification suivant :

1. Pour chaque unité de logement.....	97,00 \$
2. Pour chaque établissement non EAE avec ou sans animaux	97,00 \$
3. Pour chaque établissement EAE...	97,00 \$
4. Pour chaque établissement EAE sans animaux ...	97,00 \$
5. Pour chaque unité de logement saisonnier	97,00 \$
6. Pour tout terrain non construit	97,00 \$
7. Résident de Saint-Pierre-les-Becquets	97,00 \$

EXCEPTIONS

Dans le cas où il y a un établissement à même un logement, seule la tarification pour l'établissement est facturée.

7. COMPENSATION POUR LE SERVICE DE L'ENLÈVEMENT, LE TRANSPORT, LA REVALORISATION ET L'ÉLIMINATION DES MATIÈRES RÉSIDUELLES

Afin de payer le service de l'enlèvement, le transport, la revalorisation et l'élimination des matières résiduelles et les frais d'administration inhérents, il est par le présent règlement imposé et il sera exigé, pour l'année 2026, une compensation suffisante de tous les propriétaires d'immeubles imposables de la Municipalité, cette compensation étant répartie entre eux selon le mode de tarification suivant :

- | | |
|--|------------------|
| 1. Pour chaque unité de logement..... | 235,00\$ |
| 2. Pour chaque établissement non EAE avec ou sans animaux | 235,00 \$ |
| 3. Pour chaque établissement EAE avec animaux | 235,00\$ |
| 4. Pour chaque établissement EAE sans animaux | 235,00 \$ |
| 5. Pour chaque unité de logement saisonnier | 117.50 \$ |

EXCEPTIONS

Dans le cas où il y a un établissement à même un logement, seule la tarification pour l'établissement est facturée.

Lorsqu'il y a une ferme ayant des animaux sans logement sur un matricule, une compensation est exigée.

8. COMPENSATION POUR LE SERVICE DE LUMIÈRES DE RUE

Afin de payer le service du réseau de lumières de rue et les frais d'administration inhérents, il est par le présent règlement imposé et il sera exigé, pour l'année 2026, une compensation représentant 44% des frais inhérents au service de lumière de rue de tous les propriétaires d'immeubles imposables de la Municipalité qui sont desservis par le service, cette compensation étant répartie entre eux selon le mode de tarification suivant :

- | | |
|--|-----------------|
| 1. Pour chaque unité de logement..... | 20,00\$ |
| 2. Pour chaque établissement non EAE avec ou sans animaux | 20,00 \$ |
| 3. Pour chaque unité de logement saisonnier | 20,00 \$ |
| 4. Résident de Saint-Pierre-les-Becquets | 20,00\$ |

EXCEPTIONS

Dans le cas où il y a un établissement à même un logement, seule la tarification pour l'établissement est facturée.

9. COMPENSATION POUR LE DÉPLOIEMENT DE LA FIBRE OPTIQUE

Afin de payer le service de déploiement de la fibre optique et les frais d'administration inhérents, il est par le présent règlement imposé et il sera exigé, pour l'année 2026, une compensation suffisante de tous les propriétaires d'immeubles imposables de la Municipalité, cette compensation étant répartie entre eux selon le mode de tarification suivant:

- | | |
|-------------------------------------|----------------|
| 1. Bâtiment branchable | 48,00\$ |
|-------------------------------------|----------------|

10. POUR LES PROPRIÉTAIRES D'IMMEUBLES MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ D'AQUEDUC DU HAUT DU QUATRIÈME RANG EN LA PAROISSE DE SAINTE-SOPHIE-DE-LEVRARD

407, rang Saint-François-Xavier		
411, rang Saint-François-Xavier		
439, rang Saint-François-Xavier		
445, rang Saint-François-Xavier		Résidence : 364,00 \$ / chaque
453-A, rang Saint-François-Xavier		
455, rang Saint-François-Xavier		
465, rang Saint-François-Xavier		
405, rang Saint-François-Xavier		
415, rang Saint-François-Xavier	Résidence	364,00 \$
	Animaux	97,50 \$

11. POUR LES PROPRIÉTAIRES D'IMMEUBLES MEMBRES DE LA COOPÉRATIVE D'AQUEDUC DU 5^E RANG DE SAINTE-SOPHIE-DE-LEVRARD

505, rang Saint-Ovide	Résidence	360,00 \$ / chaque
515, rang Saint-Ovide		
521, rang Saint-Ovide		
525, rang Saint-Ovide		
503, rang Saint-Ovide	Résidence	360,00 \$
	Animaux (12\$/animal)	720,00 \$

12. MÉDAILLES DE CHIENS

La licence n'est valide que pour le chien à l'égard duquel elle est émise. Elle n'est pas transférable. La licence est valide pour toute la vie du chien et est payable annuellement au coût de 10\$ (dix) par an.

Cet article abroge le deuxième alinéa de l'article 2 du règlement #2020-03-03 ayant pour objet les médailles pour chiens.

**SECTION IV
DÉBITEUR**

13. Le débiteur et les codébiteurs sont assujettis au paiement des taxes dues à la Municipalité de Sainte-Cécile-de-Lévrard au sens du présent règlement, le *débiteur* est défini comme étant le propriétaire au sens de la Loi sur la fiscalité municipale au nom duquel une unité d'évaluation est inscrite au rôle d'évaluation foncière ou, dans le cas d'immeubles visés par la Loi sur la fiscalité municipale, la personne tenue au paiement des taxes foncières imposées sur cet immeuble ou de la somme qui en tient lieu.

SECTION V PAIEMENT

- 14.** Le débiteur de taxes municipales pour 2026 a le droit de payer en 4 versements égaux:
 - 1^o le premier étant dû le 11 mars 2026, représentant (25%) du montant total;
 - 2^o le deuxième versement étant dû le 11 mai 2026, représentant (25%) du montant total;
 - 3^o le troisième versement étant dû le 13 juillet 2026, représentant (25%) du montant total;
 - 4^o le quatrième versement étant dû le 14 septembre 2026, représentant (25%) du montant total;
- 15.** Pour bénéficier de ce droit, le débiteur doit recevoir un compte de taxes égal ou supérieur à 300 \$ pour chaque unité d'évaluation. Il est de plus décrété que les taxes de services soient incluses dans le calcul de l'application du paiement par trois versements.
- 16.** Lorsqu'un versement n'est pas fait dans le délai prévu, seul le montant du versement échu est alors exigible immédiatement et porte intérêt.
- 17.** Les prescriptions du présent article s'appliquent également aux suppléments de taxes municipales ainsi qu'à toutes taxes exigibles, à la suite d'une correction du rôle d'évaluation, le premier versement est dû trente (30) jours après l'envoi des comptes, mais l'échéance du second versement, s'il y a lieu, est postérieure de 60 jours à la date d'exigibilité du premier versement. Le troisième versement, s'il y a lieu, est postérieur de 60 jours à la date d'exigibilité du deuxième versement. Le quatrième versement, s'il y a lieu, est postérieur de 60 jours à la date d'exigibilité du troisième versement.

SECTION VI INTÉRÊTS ET FRAIS

- 18.** Les taxes portent intérêt, à raison de 18% par an, pour le paiement, le supplément ou le remboursement des taxes à compter de l'expiration du délai applicable.

Malgré ce qui précède, le conseil pourra, autant de fois qu'il le juge opportun, en cours d'année, décréter par résolution un taux d'intérêt différent de celui prévu au premier alinéa.
- 19.** Des frais d'administration au montant de 40\$ seront réclamés au tireur d'un chèque ou d'un autre ordre de paiement lorsque le chèque ou l'ordre de paiement remis à la Municipalité en est refusé par le tiré.

SECTION VII DISPOSITIONS DIVERSES

- 20.** Les taxes mentionnées au présent règlement n'ont pas pour effet de restreindre le prélèvement ou l'imposition de toutes autres taxes prévues ou décrétées par tout autre règlement municipal.
- 21.** Toute disposition antérieure inconciliable avec le présent règlement est abrogée.
- 22.** Les taxes ou compensations imposées en vertu du présent règlement le sont pour l'exercice financier 2026.
- 23.** Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

7. PÉRIODE DE QUESTIONS

Aucune question.

8. LEVÉE DE L'ASSEMBLÉE

Rés.3691-12-25

Il est **PROPOSÉ** par monsieur Michel Deshaies et résolu unanimement par les conseillers présents de lever la séance du conseil à 19h49.

ADOPTÉE

Je, Simon Brunelle, approuve toutes les résolutions contenues au présent procès-verbal, n'ayant pas avisé la greffière-trésorière de mon refus de les approuver conformément à l'article 142(2) du Code municipal du Québec.

Simon Brunelle, maire

Amélie Hardy Demers directrice générale
et greffière-trésorière